



COMMUNIQUÉ CGT FERC Sup

Contre la LPR, les lois liberticides et la misère, Pour des investissements massifs dans l'ESR, le respect des libertés fondamentales et la justice sociale

8 décembre 2020

Dans un contexte sanitaire, social et économique catastrophique, en particulier pour les travailleuses et les travailleurs comme pour les étudiant·es des établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche (ESR), il est indispensable que le gouvernement prenne enfin les mesures d'urgence qui s'imposent pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Alors que les boutiques ont toutes ré-ouvertes précipitamment le 28 novembre, le retour des étudiant·es à l'université est repoussé aux calendes grecques. L'État apporte un soutien financier massif et urgent aux commerçant·es, mais se refuse à soutenir ses universités, qui ont pourtant un besoin urgent de personnels titulaires, de travaux et de moyens pour permettre aux enseignant·es et aux étudiant·es de se retrouver en présentiel dès janvier **en toute sécurité...**

Après avoir imposé une Loi de Programmation de la Recherche (LPR) qui continue à faire l'unanimité contre elle pour de nombreuses raisons :

- elle ne programme aucun recrutement à l'université,
- elle ne programme aucun investissement qui permettrait en particulier de rénover un parc immobilier vieillissant et parfois délabré,
- elle ne programme aucune politique de recherche nationale d'envergure,
- elle attaque les libertés académiques, les statuts, etc.

In fine, la LPR aura été utilisée par les majorités réactionnaires du Sénat et de l'Assemblée Nationale pour adopter des mesures liberticides visant à pénaliser les mobilisations à l'université, qui troubleraient « *l'ordre et la tranquillité des établissements* ». On peine à comprendre en quoi ces atteintes aux libertés de manifester feront progresser la recherche française !

Et dans ce contexte de dérive politicienne sécuritaire et démagogique, voilà que des hommes politiques choisissent délibérément de mettre au pilori sur les réseaux sociaux des collègues de l'ESR qui refusent la pensée dominante !

C'est pourquoi la CGT FERC Sup dénonce ces dérives autoritaires, et appelle à continuer la lutte pour l'abrogation de la LPR et pour une véritable politique publique d'enseignement supérieur et de recherche :

- plan de titularisation au sein de la fonction publique d'État,
- plan de recrutement de nouveaux collègues titulaires,
- investissements massifs pour améliorer les conditions de travail et d'études,
- respect des instances représentatives des personnels dans les établissements et au Ministère,
- respect des libertés fondamentales et académiques,
- des moyens et des actions immédiatement afin de permettre le retour au plus vite des étudiant·es sans que cela entraîne une reprise de l'épidémie : embauche, dédoublement des cours, travaux d'urgence dans les salles de cours pour garantir une bonne aération, rénovation des toilettes, déploiement d'espaces de restauration collective sécurisés, au besoin réquisition de salles supplémentaires afin de garantir le respect des distances physiques...

La CGT FERC Sup appelle à continuer cette mobilisation par tous les moyens d'actions que décideront les collègues, et en particulier par la grève et la manifestation le jeudi 10 décembre 2020.

Après les rassemblements des 21 et 28 novembre et du 5 décembre 2020, elle invite également tous les agent·es à continuer à se joindre aux rassemblements contre la dérive autoritaire de ce gouvernement, contre la pénalisation des manifestations à l'université et contre la loi « sécurité globale ».

Rappel : N'oubliez pas de remplir votre [attestation de déplacement dérogatoire pour manifestation d'initiative syndicale](#) avant d'aller manifester ; et, bien entendu, de respecter les consignes sanitaires (port du masque, respect des distances physiques...).